

## **MENTIONS LEGALES**

Ce site est la propriété exclusive de la société CAR&BOAT MEDIA :

- Société par Actions Simplifiée au capital de 6.265.500 euros ;
- immatriculée au RCS de Nanterre sous le N° B 318 771 623 ;
- ayant son siège social au 100-102, avenue du Général de Gaulle 92250 La Garenne Colombes ;
- N° de TVA intracommunautaire : FR 293 187 716 23 ;
- tél : 01.41.16.60.01.

Le directeur de la publication est Monsieur Louis ECHELARD, représentant de la société Spir Communication, Président de la société CAR&BOAT MEDIA.

L'hébergement de ce site est assuré par la société FREE (RCS de Paris B 421 938 861) ayant son siège social au 8, rue de la Ville l'Evêque 75008 PARIS (tél. : 01 73 50 20 00).

### **Propriété Intellectuelle**

L'utilisation du site de la société CAR&BOAT MEDIA ne vous confère aucun droit, seul un usage strictement personnel est autorisé.

Ce site et l'ensemble des éléments le composant tels que notamment les noms de domaine, les marques, la structure générale, les textes, graphiques, images, les bases de données, l'arborescence du site, les logos, la charte graphique, sons, les photographies et l'iconographie et autres éléments reproduits sur le site sont la propriété exclusive de la société CAR&BOAT MEDIA sans égard du fait que lesdits éléments puissent ou non être protégés en l'état actuel de la législation par un droit d'auteur ou de toute autre manière à l'exclusion des éléments émanant des partenaires de la société CAR&BOAT MEDIA.

La protection du site et des éléments le composant relève des législations nationales et internationales relatives au droit de la propriété intellectuelle.

Dès lors, toute reproduction et/ou représentation et/ou rediffusion, en tout ou en partie, sur tout support électronique ou non, présent ou futur, sont interdites sauf autorisation préalable, écrite et expresse de la société CAR&BOAT MEDIA.

Toute personne contrevenant à cette interdiction, engage sa responsabilité pénale et civile et peut être poursuivie notamment sur le fondement de la contrefaçon.

De même les bases de données d'informations sont protégées au titre de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1998. Ainsi, toute extraction ou tentative d'extraction, fut-elle totale ou partielle, est susceptible d'engager les responsabilités civile et pénale de tout contrevenant